

Les arrondissements et les cantons de 1801 à 1943

Jean-Michel Gorry
Chercheur associé
2011

Sous l'impulsion de Bonaparte, la France fut dotée, par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), d'une nouvelle organisation administrative. Chaque département, avec à sa tête un préfet, fonctionnaire de l'État, était divisé en arrondissements confiés aux sous-préfets, sensiblement plus grands que les anciens districts (carte 1). Trois arrondissements, Chinon, Loches et Tours étaient attribués à l'Indre-et-Loire. L'arrondissement formé par les chefs-lieux de départements n'avait pas de sous-préfecture. Un sous-préfet fut cependant nommé à Tours le 14 janvier 1811 ; sa sous-préfecture fut supprimée par ordonnance du 20 décembre 1815 (Tours eut à nouveau une sous-préfecture le 9 février 1981). La carte indique les autres modifications ayant affecté les arrondissements : le canton de Château-la-Vallière passé de Chinon à Tours en 1824, Loches réuni à Tours entre 1926 et 1943.

Peu après cette création des arrondissements, le nombre des cantons se trouva fortement réduit par l'application de la loi du 8 pluviôse an IX (28 janvier 1801) qui accordait une justice de paix pour 10 000 habitants en moyenne. Supprimer une justice de paix entraînait *ipso facto* la suppression du canton correspondant. Après huit mois de travaux et de débats, le nouveau découpage fut légalisé par l'arrêté du 5 vendémiaire an X (27 septembre 1801). Étaient supprimés les cantons de Ballan, Candès, Cormery, Luynes, Luzillé, Manthelan, Marigny(-Marmande), Monnaie, Montlouis, Rigny(-Ussé), Saint-Flavier, Saint-Ouen, Savigné-sur-Lathan. Ainsi, treize cantons disparaissaient ; c'était, localement, un choc considérable, une rupture soudaine des habitudes prises depuis dix ans. Choc économique et social qui allait rejeter dans l'ombre plusieurs chefs-lieux de cantons et contribuer à leur déclin. Il faut encore préciser que la création du canton de Neuillé-Pont-Pierre provoqua la fusion des cantons de Neuvy-le-Roi

et de Saint-Christophe ; le nombre des cantons n'était donc pas affecté malgré les nombreux remaniements. D'autre part, le canton de Tours, prenant largement sur les anciens cantons de Ballan, Luynes et Montlouis, était divisé en trois : Tours-Nord, Tours-Centre (la ville seule) et Tours-Sud, soit deux circonscriptions en plus. Si bien que le département passait de 35 cantons à 24 (carte 1).

L'établissement des chefs-lieux de cantons rencontra deux difficultés qui ne paraissent pas sur la carte. L'arrêté gouvernemental du 27 septembre 1801 avait cité l'Île-Bouchard et Saint-Christophe comme chefs-lieux de cantons. Pour ce dernier cas, la situation fut quelque temps ambiguë puisque le juge de paix fut maintenu seulement à Neuvy-le-Roi ; pendant deux ans, il alla tenir ses séances à Saint-Christophe, le chef-lieu légal. Puis finalement, il décida de maintenir sa résidence à Neuvy-le-Roi et à partir d'octobre 1803, il s'intitule " juge de paix du canton de Neuvy ". À Tours, les services de la préfecture entérinèrent cette décision en juillet 1805.

Le cas de L'Île-Bouchard est plus embarrassant car il n'existait pas de commune portant ce nom, mais seulement Saint-Maurice et Saint-Gilles de L'Île-Bouchard. Par lettre du 3 février 1801, le sous-préfet de Chinon demanda au maire de Saint-Maurice d'installer le juge de paix dans sa commune car l'île située sur la Vienne était du territoire de Saint-Maurice qui, par ailleurs, était plus peuplée et de plus grand poids économique. Cependant, le pont sur la Vienne étant rompu, la préfecture accepta officiellement l'alternance annuelle du chef-lieu. Par décision du 7 avril 1815, le ministre de l'Intérieur fixa le chef-lieu du canton de L'Île-Bouchard à Saint-Maurice. L'ordonnance royale du 8 février 1832 créa la commune de L'Île-Bouchard par fusion de Saint-Gilles et de Saint-Maurice.

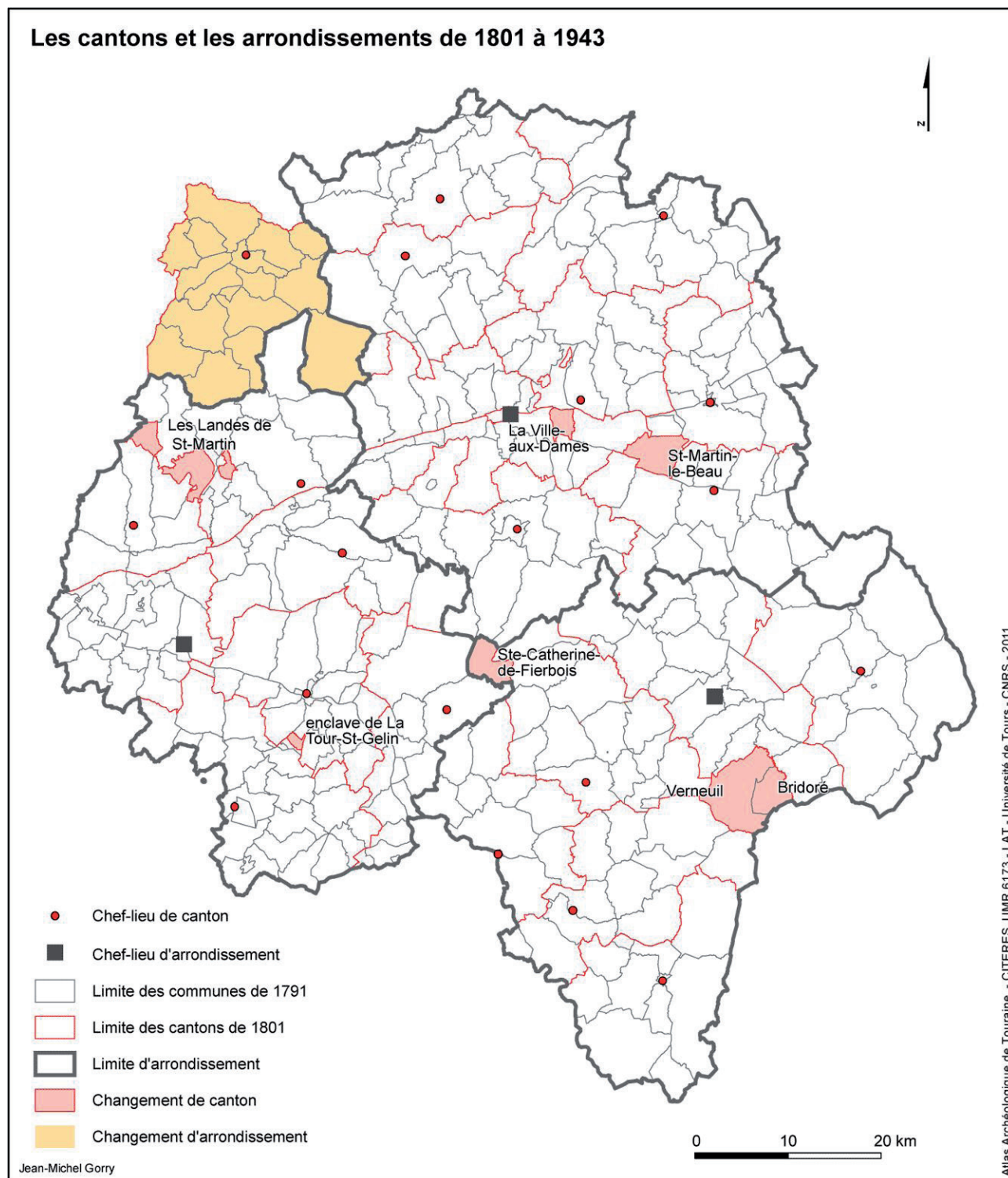
Bibliographie

GORRY 1985

Gorry J.-M. - Paroisses et communes de France. Dictionnaire d'histoire administrative et démographique, Indre-et-Loire, CNRS Éditions, Paris.

GORRY 2014b [2011]

Gorry J.-M. - Les districts et les cantons en 1790, in : Zadora-Rio É. (dir.) - *Atlas Archéologique de Touraine*, Supplément à la *Revue Archéologique du Centre de la France*, FERACF, Tours, 2014, <http://a2t.univ-tours.fr/notice.php?id=22>, 2011

**Carte 1.**

Changement d'arrondissement :

- loi du 21/07/1824 : le canton de Château-la-Vallière est distrait de l'arrondissement de Chinon et réuni à celui de Tours ;
- l'arrondissement de Loches fut supprimé par décret du 10/09/1926 et réuni à celui de Tours. Il fut rétabli par la loi du 26/11/1943 dans les mêmes limites qu'avant le décret du 10/09/1926.

Changement de canton :

- enclave de La Tour-Saint-Gelin appartient au canton de Richelieu. - Les Landes de Saint-Martin et de Saint-Michel non délimitées avant 1831 et non affectées à un canton ;
- ordonnance du 27/03/1816 : Verneuil-sur-Indre et Bridoré passent du canton du Grand-Pressigny à celui de Loches ;
- loi du 28/03/1832 : Sainte-Catherine de Fierbois passe du canton de Ligueil à celui de Sainte-Maure-de-Touraine ;
- loi du 02/12/1916 : la commune de Saint-Martin-le-Beau est distraite du canton d'Amboise et réunie à celui de Bléré ;
- décret du 07/10/1938 : la commune de La Ville-aux-Dames est distraite du canton de Tours-Nord et réunie à celui de Tours-Sud.